



Paris, le 10 octobre 2018

Confiance, coopération et autonomie : pour une école du XXI^e siècle

Estime de soi, sentiment d'efficacité personnelle, persévérance, confiance en soi et en l'autre, sens de la coopération, respect et tolérance sont des aptitudes déterminantes tant pour la réussite scolaire que pour l'insertion professionnelle. Or dans ce domaine, la France accuse un sévère retard par rapport aux autres pays de l'OCDE. Dans cette nouvelle *Note* du CAE, **Yann Algan, Élise Huillery et Corinne Prost** analysent les déterminants de ces compétences socio-comportementales essentielles afin de proposer des mesures opérationnelles susceptibles de les améliorer, en particulier au sein de l'école où se trouve le moyen d'action le plus pertinent en termes de coût-bénéfice.

Le retard de la France dans les compétences socio-comportementales

Les enquêtes internationales révèlent un déficit important en France de compétences socio-comportementales, telles que la confiance en ses propres capacités, l'estime de soi, l'anxiété, la persévérance ou bien encore la coopération, le respect et la tolérance. Or les travaux récents montrent que ces compétences engendrent un double dividende : elles jouent un rôle central dans la capacité à apprendre, renforçant ainsi les performances académiques, et elles favorisent ensuite la réussite dans l'insertion professionnelle. De nombreuses expériences étrangères montrent qu'il est possible d'améliorer ces capacités tout au long de la vie, avec un rapport coût-bénéfice très élevé comparé à d'autres actions. Agir en premier lieu à l'école semble le moyen d'action le plus pertinent.

Intervenir à l'école

L'enseignement en France est l'héritier d'une tradition très verticale de cours magistraux laissant peu de place aux interactions entre élèves et professeurs : 22 % personnalisent le travail contre 44 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et 37 % utilisent le travail en groupe contre 58 % au Royaume-Uni et dans les pays du Nord. Pourtant, la personnalisation de l'enseignement et la coopération entre élèves sont fortement liées au développement des compétences socio-comportementales, au bien-être à l'école et à la confiance envers les enseignants et révèlent un rendement élevé pour augmenter la réussite scolaire des élèves. De même, les démarches d'évaluation privilégiant une évaluation pour les apprentissages (évaluation formative) par opposition à l'évaluation consistant en premier lieu à mesurer la performance scolaire des élèves (évaluation sommative), s'avèrent plus motivantes pour encourager le désir d'apprendre. Or, le recours à ces méthodes et pratiques pédagogiques est rare dans les écoles françaises. Pour une meilleure prise en compte des compétences socio-comportementales, il est essentiel de corriger le déficit de formation pédagogique des enseignants en France : cela concerne aussi bien la formation initiale que la formation continue.

Recommandation 1. Développer la personnalisation de l'enseignement et le travail coopératif.

Recommandation 2. Développer la formation initiale sur les pratiques pédagogiques. Augmenter la durée et la fréquence des formations continues sur les pratiques pédagogiques, hors temps scolaire.

Recommandation 3. Privilégier l'évaluation formative des élèves du CP à la 3^e.

Pour les jeunes en difficulté, décrocheurs ou chômeurs, les compétences socio-comportementales telle que la motivation, l'autonomie, la ponctualité, la capacité à savoir se présenter, la confiance en soi sont au moins aussi importantes que les qualifications pour trouver un emploi. Ces compétences sont aussi plus malléables que les compétences cognitives chez les jeunes adultes

Recommandation 4. Développer l'accompagnement des chômeurs et des NEET intégrant le renforcement des compétences socio-comportementales.

Mobiliser les pairs et les parents

En sus des mesures centrées sur les méthodes pédagogiques dans le cadre scolaire ou dans les missions locales, le mentorat, l'engagement associatif et les familles devraient également être mobilisés dans une approche plus globale pour développer les compétences socio-comportementales des élèves. Cependant, un grand soin doit être apporté à la sélection et la formation spécifique des mentors pour s'assurer d'un effet positif sur l'estime de soi et l'autodiscipline des jeunes. Les auteurs proposent de s'appuyer pour cela sur le service civique actuel en partenariat avec l'Éducation nationale. Les mentors pourraient également accompagner les élèves dans l'élaboration de leur projet d'orientation scolaire et professionnel ainsi que dans la structuration de projets citoyens bénévoles. L'engagement associatif et citoyen constitue en effet un outil puissant pour développer chez les élèves l'estime de soi, le sentiment d'auto-efficacité et la motivation.

Recommandation 5. Déployer le mentorat à destination des élèves de collèges appartenant au Réseau éducation prioritaire en s'appuyant sur le service civique, et promouvoir l'engagement citoyen des élèves.

Recommandation 6. Développer une « mallette des parents » centrée sur l'encouragement, la motivation et l'estime de soi de leur enfant.

Retrouvez les *Notes du CAE* sur www.cae-eco.fr

A propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les Notes du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le Président délégué, ni bien entendu le Premier ministre.

Contact Presse

Christine CARL

01 42 75 77 47

Suivez **@CAEinfo** sur Twitter



christine.carl@pm.gouv.fr

Courriel itinérant : christine.carl@cae-eco.fr